DISCOURS
DE MONSIEUR
LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
PIERROT RAJAONARIVELO
REUNION SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE
MAHAJANGA, 25 MARS 2013

Chers Collègues Ministres, Membres du Gouvernement d'Union nationale,

Monsieur le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organismes Internationaux,

Mesdames et Messieurs les Officiers Permanents de liaison de la COI,

Monsieur le Chef de Région de Boeny,

Monsieur le Président de l'Union des Chambres de Commerce et de l'Industrie de l'Océan Indien,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à Madagascar et plus particulièrement dans la capitale de la région du Boina, dont le pittoresque nom de « cité des fleurs » révèle la beauté et la chaleur.

Je me souviens encore, il y a deux mois, aux Seychelles, lors du 28ème Conseil de la COI, Monsieur le Secrétaire General a présenté sa feuille de route, pas celle de la sortie de crise à Madagascar, mais celle destinée à donner un nouveau visage à la région de l'Océan Indien, en faisant de "*l'Indianocéanie le socle et le tremplin de son avenir*". Il a fait du renforcement de la sécurité alimentaire une des priorités, avec Madagascar comme pilier central et grenier de la région. La feuille de route a été avalisée.

Et nous voici déjà à Mahajanga pour une rencontre qui y est consacrée. Cette célérité n'est pas fortuite mais fait montre de notre conviction et de notre attachement à la réalisation de ce vaste chantier, qui n'en est certes qu'à ses débuts, mais qui est très promoteur et prometteur pour la région.

En effet, cette réunion constitue une étape charnière, son objectif étant d'améliorer la sécurité alimentaire de l'Indianocéanie à travers des approches de développement durable.

La raison en est simple : la sécurité alimentaire est une garantie de pérennité de la population mondiale, y compris celle de notre région. Elle deviendra surement un vecteur d'influence et de puissance de la région qui arrivera à la garantir. D'où son intérêt stratégique.

Les constats et données chiffrées qui ont été évoqués tout-à-l'heure par Monsieur le Secrétaire Général devraient nous interpeller au plus haut point.

Monsieur le Secrétaire Général,

Vous l'avez si bien dit vendredi dernier lors de la cérémonie inaugurale du Bureau de liaison de la COI que: « *Madagascar est la chance de la COI, de l'Indianocéanie* », et venez de le réaffirmer en le présentant comme « *une partie de la solution* ».

Je le confirme et serais même tenté de répliquer que notre chance est réciproque.

Je m'explique : Madagascar est une chance pour ses terres arables et ses ressources tant humaines que naturelles. Mais il a aussi cette chance d'avoir des alliés de la sous-région qui le soutiennent et coopèrent dans une symbiose et une synergie très appréciée.

Le choix de Madagascar et plus particulièrement de Mahajanga n'est pas anodin. Vos propos ne peuvent qu'être justifiés et pertinents.

Notre pays représente 90% de la superficie de toutes les îles et sa population atteint 99% de celle totale de la COI. Son potentiel agricole énorme est reconnu.

Mahajanga est la capitale d'une région connue pour être le second grenier à riz de Madagascar, avec son *riz perle* d'antan que les Mauriciens affectionnaient. Qu'est-ce qui nous empêcherait de le ressusciter ? Par ailleurs, l'arrière pays est propice à la culture des grains, de légumes, de pommes de terre, d'oignons et d'aulx.

Vous le savez peut-être également, cette localité abrite deux sites d'aquaculture de crevettes ayant reçu le label rouge décerné par la Commission Européenne.

De tout ce qui précède, il m'est loisible d'affirmer qu'assurer la « sécurité alimentaire de la COI » relève de la responsabilité « naturelle » de la Grande Ile.

Nous sommes conscients que Madagascar doit apporter les grains à moudre dans le moulin de la COI.

Par ailleurs, ainsi que nous le savons, l'agriculture « irrigue » les autres secteurs de l'économie. Dès lors, il me vient tout naturellement à l'esprit les axes de support ou connexes au projet qui nous occupera durant ces deux journées de réflexion.

Je citerai notamment les supports infrastructurels : logistiques post récoltes, magasins de stockage, chambres froides, routes, réseaux fluviaux, cabotage maritime régional, etc.

C'est pour dire que ce projet ne peut suffire à lui seul pour une intégration plus réussie dans notre région. Il devrait être un déclic et un vecteur de mise en place des panoplies de structures et de mesures d'accompagnement devant faire bénéficier les autres secteurs de l'économie régionale.

Je pense entre autres :

- à la mise en place d'un système de communication permettant la fluidité des échanges d'information,
- aux mesures de facilitation de la libre circulation des biens et des personnes,
- au volet recherche et développement.
- au développement d'un réseau de transport aérien et surtout maritime
- et, pourquoi pas, à terme, une politique douanière commune et harmonisée en vue de faciliter les échanges dans l'espace de l'Indianocéanie.

La réussite de cette approche intégrée sera le gage du concept d' «*espace économique et commercial* », d'échanges renforcés au sein de la COI, un objectif que nous voudrions atteindre, depuis déjà quelques années. Je me réfère ainsi aux décisions du 26ème Conseil des ministres de la COI.

Je sais que la poursuite de ces objectifs est en cours au niveau de nos techniciens et des membres de nos secteurs privés respectifs, sous l'égide de la COI, pour ne citer que :

- Le projet de mise en place du cabotage maritime,
- La mise en place d'un Comité de Pilotage sur l'Espace Economique et Commercial,
- L'harmonisation des règles et règlement des litiges,
- La mise en place d'un réseau audiovisuel de la région que vous-même, Monsieur le Secrétaire Général aviez proposé comme prioritaire au même titre que la sécurité alimentaire dans votre plan d'action,

etc.

Je ne doute pas qu'avec des discussions animées de bonne foi, nous arriverons au bout de ces objectifs

Chers Collègues, Membres du Gouvernement

Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs,

Dans cette rencontre, je suis confiant que nous verrons en détail tous les aspects d'un tel projet, allant du niveau le plus primaire jusqu'à ses aspects les plus subtils.

J'aimerais vous rassurer que les Autorités malgaches, en tant que partie prenante et facilitatrice, apporteront tous les accompagnements souhaités et tous les soutiens nécessaires pour la réalisation de ce chantier d'envergure.

Elles sont très enclines à une approche mettant tout un chacun dans une situation gagnant-gagnant, au bénéfice de nos populations respectives.

A ce titre, le modèle d'agriculture contractuelle proposée dans la note conceptuelle du projet, promue en partenariat ou « joint venture », mérite l'attention. Ce n'est là qu'une piste de réflexions. A nous d'en définir les contours et les aspects qui y sont liés ainsi que le modèle que nous voulons faire nôtre : celui qui intégrera nos paysans producteurs.

J'encourage également le secteur privé qui, conscient de son rôle, s'y implique d'une manière responsable. Vous êtes le moteur de notre économie et avez tout notre soutien.

Je demeure persuadé, qu'ensemble, il nous est tout à fait possible d'assurer la sécurité alimentaire de la sous-région et devenir un exemple au niveau continental, et pourquoi pas mondial, pour peu que nous arrivions à nous comprendre et à mettre à profit notre complémentarité dans un esprit de solidarité, clef de voute de notre réussite.

Notre dialogue d'aujourd'hui en constitue les prémices. Il est porteur de l'espoir de nos populations respectives. Dès lors, je ne peux qu'être enthousiaste et optimiste quant à ses résultats.

Avant de conclure, je tiens à remercier particulièrement M. Le Secrétaire Général de la COI qui, à travers cette table ronde, participe activement à la dernière étape de la Transition, étant entendu que stabiliser l'économie c'est également stabiliser la politique ;

Ma gratitude s'adresse à vous tous qui aviez accepté de faire le déplacement à Mahajanga pour la concrétisation de ce projet que nous appelons de tous nos vœux.

Je tiens à mentionner particulièrement ~~à~~ nos partenaires techniques et financiers pour la confiance et le soutien indéfectibles et durables dont ils ont fait preuve

Enfin, je voudrais vous partager les propos si pertinents de Jacques Diouf sur la sécurité alimentaire : *« Le problème de la sécurité alimentaire est un problème politique. Le temps des palabres est passé depuis longtemps. Aujourd'hui, il est temps d'agir»*

Sur ce, je déclare ouverte notre table ronde.

Je vous remercie de votre attentive écoute.